



IRCP

Institute for International Research on Criminal Policy
Ghent University

Prof. Dr. G. Vermeulen – L'influence de l'Europe sur la législation pénale après la seconde guerre mondiale – Gand, 17/12/2010

L'influence de l'Europe sur la législation pénale après la seconde guerre mondiale

Prof. Dr. Gert Vermeulen

'Le Code Pénal – Les Métamorphoses d'un Modèle'
Colloque international – Lille/Gand, 17 décembre 2010



L'Europe après la seconde guerre mondiale

- > niveaux et chronologie de l'intégration européenne dans le domaine pénal
 - > CoE (1950-)
 - > Benelux (1962-)
 - > CE – CPE (Coopération Politique Européenne) (1975-1993)
 - > Schengen (1985/1990-)
 - > UE (1993-)
 - > Traite de Maastricht (1993-1999)
 - > Traité d'Amsterdam (et de Nice) (1999-2009)
 - > génèse de la notion presque révolutionnaire d'une
 - > 'espace de liberté, sécurité et justice'
 - > Traité de Lisbonne (2009-)
 - > le futur
 - > Prüm (2005-)
- > L'Europe à multiple vitesses: une pleine réalité



Le domaine pénal

- > la coopération en matière pénale
 - > la coopération judiciaire
 - > la coopération traditionnelle (+ améliorations)
 - > la reconnaissance mutuelle (RM)
 - > comparaison avec les mécanismes traditionnels
 - > base légale différente: décisions-cadre/directives
 - > différences relatives à la nature et au contenu
 - > état des lieux par domaine/phase de coopération
 - > la coopération policière (et douanière)
 - > genèse
 - > coopération opérationnelle vs informationnelle
- > le rapprochement de la législation pénale interne des Etats Membres (EMs)
 - > le droit matériel
 - > le droit formel



Coopération judiciaire traditionnelle

- > terme générique pour différentes formes de coopération entre des (autorités judiciaires compétentes des) états – un état requérant et un état requis - dans divers stades d'un processus pénal, en vue d'éviter la perturbation d'un déroulement adéquat de celui-ci à cause de l'existence des frontières et des principes de souveraineté et territorialité
- > ceux-ci néanmoins constituant les contours contraignants de la coopération inter-étatique
- > niveaux
 - > CoE: depuis les années 1950
 - > Benelux: depuis les années 1962
 - > EPC: 1979-1991 (non-succès)



Formes traditionnelles

- > l'extradition
- > l'entraide judiciaire dite mineure
- > la transmission des poursuites
- > l'exécution des décisions étrangères
 - > amendes
 - > décisions de confiscation
 - > disqualifications
 - > peines privatives de liberté
 - > dans l'état de nationalité/d'origine du détenu (sur sa propre initiative), dans son 'intérêt'
 - > dans d'autres états



Caractéristiques traditionnelles

- > un fonctionnement lourd et lent, à cause de la position souveraine de l'état requis - se référant fortement à son droit et ses standards internes
 - > le canal de transmission des requêtes
 - > les faits donnant lieu à coopération: restrictions liées à
 - > la gravité des faits
 - > l'exigence de la double incrimination
 - > leur nature: politiques, fiscales, militaires, etc.
 - > d'autres motifs de refus de la coopération
 - > absence de délai pour l'intervention de la coopération
 - > réserves et déclarations
 - > exéquatre pour l'exécution des mesures contraignantes



IRCP

Institute for International Research on Criminal Policy
Ghent University

Prof. Dr. G. Vermeulen – L'influence de l'Europe sur la législation pénale après la seconde guerre mondiale – Gand, 17/12/2010

Améliorations (1990-2000)

- > les instruments eux-mêmes demeurant traditionnels, sans se substituer aux instruments préexistants (compléments)
- > surtout dans le secteur de l'entraide mineure
- > réduction des motifs de refus et du recours aux réserves
- > généralisation du principe des contacts directs entre autorités judiciaires
- > passage de *locus regit actum* à *forum regit actum*
- > exécution plus vite de requêtes
- > modernisations (auditions par vidéo/téléconférences, interceptions des télécommunications, observation de comptes bancaires, équipes communes d'enquête, etc.)
- > RJE (1998) – pro-Eurojust (1999) – Eurojust (2002 + développement)
- > niveaux
 - > Schengen (1990)
 - > UE (1993 Maastricht – 2000)



RM en tant que but politique de l'UE

- > Conseil européen de Tampere (1999)
 - > pierre angulaire de la coopération judiciaire pénale
- > Programme de mesures à implémenter la RM (2000)
 - > la reconnaissance de l'autorité de chose jugée des décisions
 - > soit positive (prise en compte; 'individualisation'), soit négative (ne bis in idem), casier judiciaire européen
 - > décisions présentencielles
 - > gels des avoirs et de la preuve, mandat d'arrêts, ...
 - > décisions de poursuite
 - > décisions sentencielles
 - > amendes, transfèrement de détenus, confiscations; ...
 - > décisions post-sentencielles
 - > disqualifications; registre européen de disqualifications
- > Traite de Lisbonne: le paradigme est officialisé (continuité)



Base légale différente: décision-cadres/directives

- > remplacement des (provisions des) conventions préexistantes
 - > régime d'Amsterdam (décisions-cadres)
 - > doctrine d'actes contraires & hiérarchie de normes juridiques?
 - > pratique légalisée par la CJUE (Advocaten voor de Wereld)
 - > régime de Lisbonne (directives – supranationalité réelle)
- > contraignantes pour les EMs
 - > contrairement aux conventions (discrétion de ratification)
 - > sanction en cas de non-transposition? A'am: non – Lisbonne: oui
- > requérant transposition/implémentation en droit interne des EMs
 - > règle: dans les 2 années suivant leur publication dans le JO
- > Conclusion: influence réelle: l'UE légifère!
 - > A'dam: le conseil JAI règne + unanimité requise
 - > Lisbonne: co-décision + majorité qualifiée suffit



Différences sur les plan de la nature et du contenu

- > état d'émission - état d'exécution
 - > pas seulement terminologie nouvelle – symbolisme important
- > judicialisation formelle (quasi-totale)
- > coopération basée sur l'émission/l'exécution
 - > d'ordonnances (certificat) ou de vrais "mandats" européens
- > ne plus d'exéquer/de conversion/d'imposition de procédures locales
 - > au moins au début du développement de la RM (p.e. MAE et rapport explicatif) – entretemps: changement d'attitude
- > ne plus d'exigence de double incrimination
 - > pour une liste standardisée de 32 délits
 - > définis selon la loi interne de l'état requis (punissable 3 ans+)
 - > entretemps: changement d'attitude (p.e. MOP)



Etat des lieux (1)

- > substitution des DCs aux instruments préexistants, mais
 - > application continuée de ceux-ci entre EMs et états tiers (CoE)
 - > approche progressif: la RM ne se substituera totalement aux mécanismes préexistants qu'à terme – entretemps: coexistence
- > extradition
 - > DC 13-6-2002 relative au mandat d'arrêt européen (MAE)
 - > DC 2009 mandat de surveillance présentencielle
- > entraide mineure
 - > DC 2003 gel des avoirs et des preuves
 - > DC 2008 mandat d'obtention des preuves (MOP)
 - > projet de directive relative au mandat d'investigation européen
- > transfèrement de poursuites
 - > DC 2009 résolution de conflits de juridiction
 - > projet de directive transfèrement de poursuites



Etat des lieux (2)

- > à travers de différentes formes de coopération
 - > DC 2009 décisions dans l'absence de la personne concernée
- > transfèrement de l'exécution de jugements étrangers
 - > DC 2007 sanctions pécuniaires (amendes +)
 - > DC 2003 gel d'éléments de preuve et de biens confiscables
 - > DC 2006 décisions de confiscation
 - > DC 2008 peines privatives de liberté
 - > DC 2008 mesures et sanctions de probations et alternatives
 - > DC 2008 prise en compte de convictions antérieures
 - > DC organisation/contenu d'échange d'informations de casier judiciaire
 - > décision ECRIS



Coopération policière (1)

- > CoE
 - > coopération policière subordonnée à la coopération judiciaire
 - > Interpol en tant que plateforme de communication pré-judiciaire
 - > la voie informelle, mais R(87)15: protection de données
- > EPC (1975-1993)
 - > Trevi jusqu'à l'établissement de l'unité 'Drogue' Europol (UDE)
- > Schengen/SIS (1990)
 - > début de la formalisation de la coopération policière
 - > opérationnelle: observation et poursuite transfrontalière
 - > informationnelle
 - > le paradigme de protection de données acquiert un statut légal
 - > règlement flexible dans les zones frontalières
 - > introduction prudente de la notion d'échange d'informations pour seul usage policière



Coopération policière (2)

- > UE (1993-)
 - > établissement d'Europol (1995) + développement permanent, y inclus vers une agence sémi-opérationnelle (supranationale?)
 - > attention fort limitée pour la coopération bilatérale
 - > jusqu'au conseil européen de La Haye (2004)
 - > 'principe de disponibilité' transfrontalière d'information
 - > DC 2006 suédoise (facilitation d'échange d'information autre que pour usage en tant que preuve avant le juge décisionnel)
 - > D 2007 (insertion de l'acquis du traité de Prüm)
 - > coopération opérationnelle
 - > acquis Schengen+
 - > + dans le cadre d'équipes communes d'enquête
 - > phase suivante: règlement général de pouvoirs transfrontaliers non-coercitifs ou non-intrusifs?



Coopération policière (3)

- > Benelux (2004)
 - > traité novellateur en matière de coopération policière
- > Prüm (2005 – 7 EMs de Schengen/UE)
 - > traité novellateur en matière de coopération policière, introduisant les principes de disponibilité et d'accès direct transfrontalier à certaines bases de données relevant pour le police (immatriculation de véhicules, empreintes digitales, ADN)
 - > acquis inséré dans une décision au niveau de l'UE27 en 2007



Le rapprochement du droit pénal matériel (1)

- peu d'avancement avant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam (-1999)
 - CoE: démarrage lente; processus fragmentarisé; (ne) suivant (que) le courant principal international (exemples); incriminations minimum insérées dans des conventions traditionnelles, conséquemment ne pas contraignantes que dans la mesure désirée par les états membres
 - UE (régime de Maastricht): actions communes non-contraignantes pour les EMs (exemples)



Le rapprochement du droit pénal matériel (2)

- > depuis l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam (1999-)
 - > par décisions-cadre (contraignante pour les EMs)
 - > par directive (après le traité de Lisbonne)
 - > pour une série de délits (une vingtaine, étant plus que prévus dans les traités), des standards minimales ont été établis en ce qui concerne
 - > l'incrimination (éléments constitutifs)
 - > absence totale de lien logique ou de plus-value réelle pour la confiance mutuelle entre EMs en tant que requise pour une opération adéquate de la RM
 - > les sanctions (y inclus pour les personnes morales)
 - > de type civile, administrative ou pénale
 - > des principes généraux: compétence (extra)territoriale, récidive, responsabilité pénale des personnes morales, confiscation étendue
 - > dernière décennie: influence réelle et significative (dans les faits: même dominante) de l'UE sur le droit pénal matériel interne des EMs



Le rapprochement du droit pénal formel (1)

- > avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (-fin 2009)
 - > CoE: CEDH / jurisprudence de Strasbourg: influence (in)directe
 - > UE
 - > pas de compétence sous les traités
 - > tandis que qui précisent des standards minimum pour des garanties procédurales (plus que le droit matériel) pourraient contribuer à une confiance mutuelle plus élevée entre les EMs
 - > néanmoins: tentatives pré-Lisbonniennes importantes
 - > projet de décision-cadre (discontinué)
 - > feuille de route visant à renforcer les droits procéduraux des suspects ou des personnes poursuivies



Le rapprochement du droit pénal formel (2)

- > changement avec le traite de Lisbonne (fin 2009-)
 - > 3 domaines au moins
 - > particulièrement si relevant pour la coopération transfrontalière
 - > droits des personnes dans la procédure pénale
 - > suivant la feuille de route susmentionnée
 - > admissibilité de la preuve
 - > droits des victimes



Futur (1)

- > liens avec la recherche scientifique conduite au sein d'IRCP
 - > exemple: 7 projets récents pour la CE, DG JLS/DG AI/DG JDF
 - > dont 3 réalisés ainsi que publiés
 - > The EU level offence classification system (EULOCS): A benchmark for enhanced internal coherence of the EU's criminal policy
 - > EU minimum procedural rights in criminal proceedings
 - > EU cross-border gathering and use of evidence in criminal matters
 - > dont 4 à réaliser en 2010-2011
 - > le futur cadre juridique et institutionnel de la coopération judiciaire en matière pénale au sein de l'UE
 - > des standards minimum contraignantes en ce qui concerne les conditions de détention et les législations en matière d'exécution de peines dans les EMs de l'UE
 - > la responsabilité des personnes morales dans les EMs de l'UE
 - > l'effet transnational/européen de disqualifications et déchéances de droits en matière pénal



Futur (2)

- > RM totale dans le secteur de l'entraide mineure, y compris l'aspect de reconnaissance de la preuve étrangère
 - > MOP également pour des preuves nouvelles et en-temps-réelle?
 - > libre circulation de la preuve étrangère?
 - > projet de référence: EU cross-border gathering and use of evidence in criminal matters
- > en conséquence: coopération fondamentalement moderne basée sur le principe de confiance mutuelle aveugle?
- > questions restantes (1)
 - > confiance politique vs confiance réelle en tant que base de RM?
 - > nécessité urgente d'élérer les garanties procédurales
 - > ou même: RM de garanties procédurales?
 - > ou même: RM de la législation offrant plus de garanties?
 - > projets de référence: EU minimum procedural rights in criminal proceedings + des standards minimum pour la détention et l'exécution de peines



Futur (3)

- > questions restantes (2)
 - > RM de disqualifications (projet de référence)
 - > definition des délits RM et des mandats/compétences exécutives des organes communs sur base de définitions génériques?
 - > projets de référence: EULOCS + future coopération judiciaire
 - > inventaire complet de tout instrument juridique appartenant à l'acquis de l'UE en matière de JAI (y inclus < du CoE, de l'ONU) (environs 300)
 - > distinction pour divers types de délits entre la partie qu'a été définie de façon commun (la définition y figurant: en tant que la base future pour la RM!) et la partie potentiellement incriminée de façon différente au niveau du droit interne
 - > compatibilité définitionnelle et classificationnelle avec 27 juridictions + organes communs (Europol, Eurojust, OLAF)



IRCP

Institute for International Research on Criminal Policy
Ghent University

Prof. Dr. G. Vermeulen – L'influence de l'Europe sur la législation pénale après la seconde guerre mondiale – Gand, 17/12/2010

Questions & discussion
